



**Le Conseil d'Etat**

4543-2019

Département fédéral de l'économie, de  
la formation et de la recherche  
Monsieur Guy Parmelin  
Conseiller fédéral  
Palais fédéral est  
3003 Berne

**Concerne : prorogation et modification de l'ordonnance sur le contrat-type de travail pour les travailleurs de l'économie domestique – ouverture de la procédure de consultation**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Notre Conseil a pris connaissance avec intérêt de votre courrier du 16 août 2019 concernant l'objet cité en marge et vous en remercie.

Il sied d'emblée de relever que cette ordonnance ne s'applique pas au canton de Genève dès lors que ce dernier disposait déjà d'un contrat-type de travail (CTT) pour l'économie domestique au moment de l'entrée en vigueur de l'ordonnance en question.

Bien qu'il ne soit pas directement concerné par la prorogation et la modification proposées, le canton de Genève suit, avec beaucoup d'attention, le dossier susmentionné. En effet, le canton de Genève mène depuis plusieurs années, notamment dans le contexte de l'opération papyrus, une importante campagne de contrôle des conditions de travail dans le secteur de l'économie domestique. Il peut dès lors apporter les éléments suivants dans le cadre de cette consultation :

- Le secteur de l'économie domestique continue d'être soumis à de fortes tensions au niveau des conditions de travail, notamment en termes de salaires et de durée du temps de travail. La situation de sous-enchère salariale abusive et répétée persiste donc dans ce secteur. A ce titre, l'existence d'un CTT apparaît comme une nécessité. Par conséquent, notre Conseil ne peut qu'être favorable à une prorogation du CTT fédéral.

- La grille des salaires du CTT genevois est sensiblement supérieure à celle du CTT fédéral, même lorsque sont prises en compte les augmentations proposées. Il en résulte que notre Conseil n'a aucune objection à formuler contre ces dernières.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à notre prise de position, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre parfaite considération.

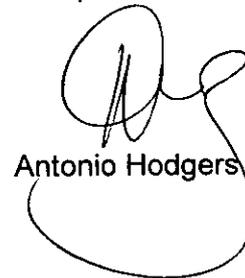
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Michele Rignetti

Le président :



Antonio Hodgers